



HAL
open science

Le projet architectural et urbain comme espace d'expérimentation et d'innovation sociale dans les villes en décroissance : le cas de Saint-Etienne

Pauline Chavassieux

► To cite this version:

Pauline Chavassieux. Le projet architectural et urbain comme espace d'expérimentation et d'innovation sociale dans les villes en décroissance : le cas de Saint-Etienne. 2018. hal-01935962

HAL Id: hal-01935962

<https://hal.science/hal-01935962>

Preprint submitted on 9 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le projet architectural et urbain comme espace d'expérimentation et d'innovation sociale dans les villes en décroissance : le cas de Saint-Etienne

Pauline CHAVASSIEUX – EVS-ISTHME – ENSA Grenoble – ENSA Saint-Etienne

Dans le cadre d'une thèse portant sur les configurations urbaines et architecturales des villes en décroissance, cette proposition s'intéresse à l'un des terrains d'étude de la recherche : le quartier Crêt de Roc à Saint-Etienne. Elle s'attache à montrer deux facettes du projet urbain et architectural dans le contexte d'une ville en déclin : le projet institutionnel financé par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), et d'autres projets qui l'accompagnent en fabriquant de nouveaux outils et dispositifs, à des échelles spatiale et temporelle différentes, et dont la logique complète et conteste ses démarches.

Des ressources multiples ont été mobilisées : des ouvrages et des articles de presse dans un premier temps, puis la participation à un café urbain sur le Crêt de Roc, à des conférences et balades urbaines dans le cadre de la biennale du Design 2017, et des entretiens avec des interlocuteurs engagés dans les projets du quartier – dont F.L.B, urbaniste de la ZAC Desjoyaux et instigateur de l'habitat des Castors et R.V, membre de l'Amicale Laïque - ont permis d'échanger avec des acteurs divers et connaître les mécanismes de leurs interventions sur l'espace public.

1- Introduction

D'abord déclinée de l'anglais *shrinking cities*, l'expression « villes rétrécissantes » a été peu à peu abandonnée en France au profit de « villes décroissantes » ou « villes en décroissance »¹. Ces villes connaissent un processus conjoint de déclin démographique et d'affaiblissement économique². La ville de Saint-Etienne est considérée comme un exemple type de ville décroissante dans la littérature scientifique³. Elle a connu une perte continue de population au cours des quarante dernières années, résultant à la fois de la désindustrialisation et d'un mouvement d'exode urbain en direction des périphéries. Elle a provoqué dans son centre-ville une vacance de logements et de locaux commerciaux, une dégradation des immeubles souvent vieillissants et vétustes⁴ et une montée de processus ségrégatifs avec la coexistence d'une population à faible revenu avec des catégories plus aisées.

A Saint-Etienne et dans d'autres villes décroissantes, les élus locaux s'emparent de cette problématique en proposant des projets urbains pour lutter contre le déclin. Or, ce choix fait l'objet de critiques de la part des chercheurs concernant la focalisation sur l'image⁵, l'attractivité, la compétitivité des villes⁶ et sur les stratégies visant à attirer les investissements mais aussi de nouveaux types de populations, affichant de façon plus ou moins explicite et avouée des politiques de gentrification⁷. Finalement, il s'agit de politiques assez similaires aux politiques menées dans des villes dynamiques. En se cantonnant à imiter les politiques d'attractivité des métropoles gagnantes, les villes anciennement industrialisées empêchent toute perspective de redéfinition de

¹ Wolff Manuel, Fol Sylvie, Roth Hélène, Cunningham-Sabot Emmanuèle, « Shrinking Cities, villes en décroissance : une mesure du phénomène en France », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 2013, [En ligne] <https://cybergeo.revues.org/26136>, consulté le 13 mars 2016.

² Cunningham-Sabot Emmanuèle, « Villes en décroissance, "Shrinking Cities", construction d'un objet international de recherche », Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2013.

³ Cauchi-Duval Nicolas, Béal Vincent, Rousseau Max, « La décroissance urbaine en France : des villes sans politique ? », in Jean-François Ghekière et Vincent Houillon (dir.), *Espaces en dépeuplement*, 2015/3-2016/1, [En ligne] <http://eps.revues.org/6112>, consulté le 25 avril 2016.

⁴ Dutreuil Jean-Michel, « La dédensification urbaine et la requalification des tissus de Saint-Etienne », *La Pierre d'angle*, n°66, 2015, p. 44-45.

⁵ Béal Vincent, Christelle Morel Journel, Sala Pala Valérie, « Des villes en décroissance stigmatisées ? Les enjeux d'image à Saint-Étienne », *Métropolitiques*, 2017, [En ligne] <http://www.metropolitiques.eu/Des-villes-en-decroissance.html>, consulté le 20 mai 2017.

⁶ Sechi Giovanni, « Les dessous de la ville créative : Saint-Etienne, entre modèles théoriques et pratique », *EchoGéo*, 2016, [En ligne] <http://echogeo.revues.org/14624>, consulté le 10 juillet 2016.

⁷ Besonhe Laurent, « Changer l'image de Saint-Etienne : la politique de gentrification dans les centres anciens »,

leur projet urbain vers une voie alternative. En délaissant ces enjeux, elles créent de fait un vide institutionnel qui laisse place à de nouveaux acteurs de la ville.

Face au constat d'une inadéquation des réponses élaborées par la politique de la ville s'impose la nécessité d'envisager la ville dans sa réalité économique, sociale et physique présente et d'adapter ces stratégies politiques au contexte de déclin. Maintenir la population en place, lutter contre les processus ségrégatifs mais aussi freiner la périurbanisation et la dilution du centre sont des défis à relever.

Dans cette situation spécifique, étudier le projet urbain et architectural comme un espace d'expérimentation et d'innovation sociale représente un enjeu particulier pour la recherche dans la mesure où le projet induit des pratiques d'acteurs visant une adaptation de la ville au processus de décroissance. Les actions dans le quartier Crêt de Roc à Saint-Etienne retiennent l'attention par leurs aspects expérimentaux et innovants, répondant à de multiples objectifs : création de lien social, transformation matérielle de la ville et réflexion sur de nouveaux modèles économiques contributifs.

Dans quelles mesures ces projets locaux proposent-ils une alternative à la politique de la ville et ses contradictions ? On peut se demander si ces initiatives locales sont à considérer comme des démarches innovantes à une politique de la ville défaillante ou comme des palliatifs accommodant les incohérences d'une dynamique macroscopique qui transcende cet espace.

2- Le projet urbain du quartier du Crêt de Roc

Le Crêt de Roc est un quartier historique à proximité du centre-ville. Il se caractérise par l'escarpement de la colline sur laquelle il est implanté, favorisant le développement d'activités de passementerie sur les flancs sud et ouest, d'industries et d'exploitations de carrières au cours du XIX^{ème} siècle. Suite au processus de désindustrialisation dès les années 1970, les friches et les immeubles vétustes et insalubres se multiplient et privilégient l'arrivée de squats et de trafics, cultivant l'image d'un quartier « mal famé ».

Dans le cadre de la convention qui lie la Ville et ses partenaires à l'ANRU, il est l'un des deux quartiers stéphanois bénéficiant d'une OTHA (Opération de Traitement de l'Habitat Ancien), faisant l'objet d'une Convention Publique d'Aménagement confiée par la Ville de Saint-Étienne à la SEDL (Société d'Équipement du Département de la Loire) pour 7 ans (2005 – 2012). Plusieurs outils sont mobilisés, dont 2 Zones d'Aménagement Concertées.

La ZAC Desjoyaux se situe au nord du quartier, sur l'envers de la colline. Cet espace éloigné, dégradé et dans l'ombre de la colline, jusqu'alors peu propice à une fonction résidentielle, fut l'objet de fortes représentations de la ville liées au déclin industriel. Or, il est l'un des rares espaces disponibles à proximité du centre-ville et à mi-distance des deux gares stéphanoises. Considérant ces atouts, la ZAC est créée en 2006, à rebours de cette réputation. L'objectif de cette politique est de démolir les friches industrielles obsolètes, les habitations vétustes et dépolluer les sols pour créer un nouveau secteur résidentiel, des espaces publics de proximité et requalifier les voiries. Le programme prévoit de mixer les produits de l'habitat en fonction de l'existant afin d'obtenir une diversification sociale⁸ : habitat privé en accession libre et accession sociale (65%), du locatif privé (25%) et de l'auto-promotion en accession (10%) pour un total de 115 logements neufs à basse consommation d'énergie⁹.

La SEDL a mis en place plusieurs démarches pour valoriser l'intégration habitante lors du montage de projet sous diverses formes de concertations¹⁰. Si ces initiatives institutionnelles n'ont rien d'innovant, en revanche, une expérience emblématique d'auto-promotion, expérimentale dans son montage et exceptionnelle dans son contexte, et des démarches associatives locales se développent en articulation et en réaction au projet.

3- Des acteurs locaux dans l'expérimentation et l'innovation sociale

⁸ MIOT Yoan, « Face à la décroissance urbaine, l'attractivité résidentielle ? Le cas des villes de tradition industrielle de Mulhouse, Roubaix et Saint-Etienne », PhD Dissertation, Université Lille 1, 2012.

⁹ Développement durable dans le quartier du Crêt de Roc, 2014, p. 13, [En ligne]

www.cybercolleges42.fr/lectureFichiergw.do?ID_FICHER=38673, consulté le 8 mai 2017.

a) Les Castors du Crêt de Roc

L'autopromotion désigne le montage selon lequel des particuliers, réunis par un projet de vie commun, jouent le rôle de maître d'ouvrage en concevant, finançant et réalisant leur logement au sein d'un bâtiment collectif sans passer par un promoteur. C'est une alternative à la promotion privée et à l'habitat individuel où chaque famille possède des parts égales dans la société, quelle que soit la surface de son logement. Concept déjà très prisé en Allemagne (ce sont les Baugruppen), il commence à émerger en France avec le premier projet français à Strasbourg en 2007.

Cette idée d'auto-promotion, qui apparaît en 2006 à Saint-Etienne, est portée par l'urbaniste de la ZAC souhaitant personnellement habiter les futurs logements. Selon lui, l'objectif est d'imaginer de nouvelles formes urbaines et d'habitat qui permettent à des habitants qui généralement quittent la ville pour la périphérie, à la recherche de tranquillité et d'espaces verts, de se maintenir en centre-ville, et de conserver ou d'attirer des classes moyennes ou des primo-accédants¹¹.

Après des recherches sur les aspects juridiques d'un projet d'habitat passif groupé, les treize familles créent la Société civile coopérative de construction des Castors du Crêt-de-Roc (S3C) en 2011. La crise conjoncturelle de 2008 cumulée à la crise économique plus structurelle qui frappe le territoire depuis les années 1970 impacte la ZAC. Une pause se fait ressentir dans les processus de projets, stabilisant les démarches des Castors et figeant l'activité des promoteurs. Le chantier démarre alors en septembre 2014, après la réalisation des travaux d'aménagement, le règlement des problèmes administratifs, d'assurance et avec le système bancaire, pour aboutir en 2016, soit dix ans après le lancement du projet. Cette expérience est révélatrice d'une demande et d'un potentiel alternatif aux opérations de promotions classiques. Selon l'un des Castors¹², il serait maintenant intéressant de développer une méthode reproductible permettant d'encadrer l'auto-promotion. Finalement, face à des habitants qui tendent à quitter Saint-Etienne, ce type de projet alternatif et coopératif semble attirer de nouveaux arrivants, séduits par la proximité des gares et du centre-ville, l'habitat passif et ses espaces mutualisés¹³.

Le projet des Castors représente un espace d'expérimentation et d'innovation sociale par son processus de montage inhabituel dans un contexte de quartier dégradé mais également par les usages qu'il fabrique au sein de la coopérative : la vie en communauté et les espaces mutualisés (salle de réception, réunion, hébergement ponctuel, buanderie, atelier de bricolage, jardin central partagé) constituent des supports à l'auto-gestion. Les décisions sont prises collectivement et les espaces communs, à savoir le gîte et la salle commune, peuvent être partagés avec les autres habitants du quartier, par exemple pour des répétitions de musique. D'après les Castors¹⁴ si les relations au voisinage étaient difficiles au début (ils étaient vus comme des étrangers-hippies), des liens se seraient aujourd'hui créés autour de leurs logements (repas de voisinage).

Ainsi, les Castors ont su relever le défi et l'enjeu d'un projet d'auto-promotion, inédit à Saint-Etienne, en bousculant les représentations très ancrées de la ville vis-à-vis du contexte spatial et social de la ZAC. La temporalité longue du projet, due à sa complexité et ses difficultés administratives démontrent bien son aspect innovant. Sa dimension sociale se retrouve dans l'expérience collective, que ce soit dans le montage du projet, les modalités de fonctionnement de l'habitat et la volonté d'insertion des Castors dans le quartier. Néanmoins, ces répercussions sociales restent à nuancer. Si les espaces communs peuvent être loués à des voisins, ces derniers semblent appartenir aux mêmes classes sociales que les Castors. De plus, malgré une volonté de proposer une forme d'habitat ouverte sur le quartier par le jardin central, ce dernier est clôturé et seulement accessible aux habitants par deux petits portillons.

¹¹ Conférence de F.L.B : « Habitat métis – Habitat alternatif » dans la friche urbaine rue Neyron dans le cadre de la biennale du Design le 19 mars 2017, p. 2.

¹² Café urbain : « les nouvelles formes d'habiter » avec une intervention de J.M.C, membre des Castors du Crêt de Roc, le 30 mai 2017 à Saint-Etienne.

¹³ Un couple de Bourgogne, une femme belge et une famille franco-japonaise d'origine non stéphanoise comptent parmi les Castors.

¹⁴ Entretien avec F.L.B, urbaniste de la ZAC Desjoyaux et habitant porteur du projet des Castors et avec R.V, acteur-



L'habitat groupé des Castors du Crêt de Roc, juin 2017, Saint-Etienne, Pauline Chavassieux)

b) Un réseau associatif dynamique

En parallèle se développent des actions sociales et expérimentales à l'initiative de l'Amicale Laïque du Crêt de Roc et du réseau associatif du quartier, pensées en articulation avec le projet urbain. En 2010, alors que les opérations ANRU sont en cours, un groupe d'habitants, à savoir de jeunes professionnels de l'environnement et de la création (paysagistes, designers), d'architectes et de responsables associatifs décident de prendre en main les espaces délaissés, transformés en déchetterie de proximité en attendant l'usage définitif prévu par les planificateurs. Les images du projet de l'ANRU projetées à quinze ans présentées lors des réunions de concertation sont démenties par la réalité quotidienne de démolitions, de friches urbaines, de fenêtres murées pour dissuader les squats, de rez-de-chaussée vacants dégradés dont les enseignes témoignent du commerce de proximité vaincu par la grande distribution¹⁵.

Face au temps long de l'aménagement urbain, ces acteurs ont pour ambition d'intervenir dans ces espaces très dégradés pour introduire les temporalités liées aux usages et à la vie quotidienne. Ils mettent en place des solutions temporaires, économiques, de durées variables, mobiles ou réversibles en s'interrogeant autour de la question : « Peut-on identifier les cycles et échelles d'action urbaine, des objets lieux et fonctions qui permettent aux citoyens porteurs de projets d'investir des espaces de manière concrètes pour les remanier, les régénérer dans la durée temporaire de leurs usages et donc de la vie en enrichissant le projet de ville durable¹⁶ ? »

Les premières réalisations de jardins partagés éphémères apparaissent en 2011 sur les espaces délaissés. Il est convenu avec les services municipaux et l'aménageur que les terrains sont libérés dès que les constructeurs se manifestent. Les activités autour de l'un des jardins (rue Salengro) ont dû se suspendre au bout de deux ans : un promoteur avait besoin d'accéder au terrain pour procéder à des sondages. Aujourd'hui, aucun immeuble n'a vu le jour sur le site.

¹⁵ Entretien avec R.V, *op. cit.*

¹⁶ R.V, « Durabilité, mutabilité des objets et espaces urbains, démocratie, participation », document de réflexion donné

La notion de friche est repensée : plutôt qu'espace en attente de solutions, la friche devient un lieu majeur d'innovation, de mutation, de production de commun. Très vite d'autres initiatives émergent : expositions, activités périscolaires de découvertes, jeux d'enfants, manifestations festives, création de mobiliers urbains à partir de matériaux de récupération ; animées par une volonté de donner à l'espace une dimension esthétique



singulière.



La revalorisation du passage Jean de la Fontaine par des fresques colorées, juin 2015, Saint-Etienne, Amicale Laïque du Crêt de Roc (en haut)

Les ateliers intergénérationnels de la friche rue Neyron par le collectif Hypermatière, mars 2017, Saint-Etienne, Pauline Chavassieux (à droite)

A la construction d'un habitat passif porté par les Castors et à ces actions sur l'espace public en mutation s'est ajoutée une initiative de réactivation de rez-de-chaussée vacants.

L'association Rue du Développement Durable est fondée en 2009 par plusieurs collectifs du réseau dont l'Amicale Laïque du Crêt de Roch. Elle naît d'un double constat. De nombreux acteurs stéphanois impliqués dans des projets solidaires dans le but de créer de l'activité et des emplois rencontrent des difficultés pour trouver un espace adapté, nécessaire au développement et à la pérennisation de leur activité et le quartier dispose de nombreux locaux vacants (environ soixante recensés de manière empirique) à proximité immédiate du centre-ville¹⁷.

Rue du Développement Durable élabore sa propre méthodologie avec des principes forts : « La coopération et la solidarité se substituent aux principes de la concurrence et la mutualisation de l'espace et des moyens compense la faiblesse des capacités d'investissement des porteurs de projets¹⁸. »

Un principe de valorisation par l'usage est proposé aux propriétaires de locaux vacants et dégradés. En effet, si les acteurs rénovent, assurent l'entretien du lieu et y développent une activité valorisante, une durée de gratuité puis de progressivité du loyer peut être envisagée avec les propriétaires. Le rôle de locataire solidaire que joue Rue du Développement Durable est aussi rassurant pour les bailleurs : le loyer est pérennisé même si l'un des porteurs de projets doit partir pour diverses raisons. De plus, l'auto-rénovation (accompagnée si nécessaire) permet de baisser les coûts de travaux et donc des prêts de manière très significative.

Des outils abordables et maîtrisables par les porteurs de projets sont développés pour les accompagner : une foncière solidaire *Crêt de lien* dont l'objet est l'acquisition et la réhabilitation de locaux vacants qui rassemble

¹⁷ Conférence dans la friche urbaine de la rue Neyron puis balade urbaine avec le collectif *Hypermatière* dans le cadre de la biennale du Design le 19 mars 2017.

¹⁸ « Dix années de travail dans le quartier du Crêt de Roc », fascicule donné par R.V lors de l'entretien du 26 juin

une cinquantaine d'actionnaires, un système de location solidaire, un fichier des porteurs de projets et des locaux vacants, un système mutualisé de calcul des loyers et des charges. A ce jour, huit locaux ont été réactivés.

Pour les animateurs de Rue du Développement Durable, ces principes sont sources d'expérimentation, d'innovation sociale et organisationnelle. L'activation combinée de ces leviers a permis à l'action immobilière de Rue du Développement Durable d'exister. Cette dynamique a rapidement permis la rénovation d'un espace mutualisé en 2011, le *Pied des marches*, qui comprend un espace de bureaux partagés hébergeant jusqu'à neuf structures et un réfectoire.

« Pour notre réseau, l'enjeu est de passer de l'injonction de participer souvent faite aux habitants à la construction de dispositifs et d'outils spécifiques permettant aux habitants contributeurs, aux porteurs de projets, d'intervenir concrètement dans la conception, la mise en œuvre de leurs projets et ainsi d'en augmenter le nombre et la diversité¹⁹. »

Il est important de souligner que ces collectifs de travail sont atypiques et précaires : combinaison de bénévoles, d'emplois aidés, de travailleurs indépendants à statut éphémères, de stagiaires. Bien que les collectifs soient ouverts à tous, les porteurs de projets sont souvent issus des classes moyennes. Cependant, les habitants plus défavorisés prennent part différemment aux projets, en étant participants et acteurs des transformations de l'espace public.

Les initiatives menées au Crêt de Roc reflètent une autre dimension du projet urbain et architectural. Elles s'accommodent habilement au projet financé par l'ANRU, permettant en partie de percevoir des subventions (par le biais des Contrats Urbains de Cohésion Sociale), mais les acteurs locaux contestent ses modalités en intervenant et en proposant des démarches alternatives et au plus près des habitants. Les résultats sont parfois surprenants sur l'espace public dégradé avec des moyens techniques et financiers très modestes mais mis en œuvre avec un enthousiasme collectif. Ces projets impactent l'image du quartier, son identité et permettent aux habitants contributeurs et aux porteurs de projets d'identifier des leviers et d'inventer des outils leur permettant d'intervenir à leur échelle de temps et de lieu, avec leur expertise, leurs savoirs durant le long processus de transformation du quartier pour contribuer à le façonner. « Le nouveau turbo de l'économie et l'aménagement, c'est que les gens puissent s'emparer eux-mêmes de l'invention des lieux et de participer à leur fabrication, ce n'est plus une histoire de donner leur avis, ils doivent rentrer dedans²⁰. »

Ces résultats suscitent des interrogations quant à l'organisation sociale de ces collectifs et la portée de leur action sur la structure institutionnelle. Les projets du réseau associatif posent aussi la question d'un nouveau modèle économique local. Les acteurs travaillent actuellement sur la piste de l'entrepreneuriat contributif, un modèle d'entreprise qui se constitue autour d'écosystèmes qui intègrent en toute clarté les compétences de l'utilisateur. Selon R.V, qui œuvre particulièrement sur cette question-là, « les contributeurs sont des travailleurs-amateurs qui agissent librement, suivant leurs motivations personnelles, leurs habiletés et leurs préférences pour produire du commun. La contribution est à la fois formatrice et bénéfique pour ceux qui la fournissent, stimulant chez eux l'acquisition de compétences²¹ ».

4- Discussions et conclusions

Le quartier Crêt de Roc, très investi de dispositifs de renouvellement urbain depuis une vingtaine d'années, a donc fait l'objet d'une intervention publique sur l'arrière de la colline, pour faire exister la ville dans une zone socialement et économiquement dévaluée. Un certain nombre de projets sont venus s'insérer dans ce projet urbain global en mobilisant des outils alternatifs et en questionnant de fait ses modalités institutionnelles. Que ce soit le montage expérimental du projet des Castors ou les transformations matérielles des collectifs du Crêt de Roc, ces acteurs se sont réappropriés le dispositif d'intervention publique existant

¹⁹ « Dix années de travail dans le quartier du Crêt de Roc », *op. cit.*, p. 11.

²⁰ Conférence « mettre en œuvre une expérimentation territoriale contributive » avec une intervention de R.V à l'Amicale Laïque du Crêt de Roc le 1^{er} avril 2017, [En ligne] <https://www.youtube.com/watch?v=Y5hQdiEKW6s>, 2:22, consulté le 15 mai 2017.

pour générer de nouvelles opportunités conduisant au développement d'un autre modèle de ville, idéalement par et pour les habitants. En effet, en raison de leurs spécificités, les territoires en décroissances nécessitent de l'expérimentation et de l'innovation, en considérant le déclin comme une opportunité, comme le souligne H.M, chargé d'opérations à la SEDL : « Même si l'image du Crêt de Roc s'est redoré, la promotion classique ne va pas marcher, car dans une ville décroissante, justement on a des effets de marché indésirables²². » A cette problématique s'ajoute en 2008 les conséquences de la crise, expliquant qu'actuellement, une soixantaine de logements de la ZAC restent au stade d'intentions faute de trouver des occupants. En parallèle, le projet des Castors sort en premier sur la ZAC et les actions associatives du quartier concomitantes rencontrent un vif succès.

Ce constat montre que l'intégration des habitants dans le projet urbain par une approche *bottom-up* paraît plus efficace que l'approche *top-down* pour la dimension sociale. Les acteurs locaux parviennent à s'accommoder du cadre institutionnel en place, renvoyant également aux débats sur la gouvernance multiscale, qui semble aujourd'hui incontournable, « à l'heure où le partenariat est une base de l'action publique, et, à bien des égards, un exercice périlleux pour les territoires en déclin²³ ». Cette analyse interroge aussi la régulation politique de ces initiatives, qui semblent reposer sur les pratiques et les représentations de ce petit groupe d'individus, soulevant la question de la relation qu'ils entretiennent avec la politique, entre leaders porteurs de changements et véritables entrepreneurs politiques. Conjointement au processus de décentralisation engagé depuis les années 1970, cette articulation d'échelons et d'acteurs permet également de traiter la question des échelles spatiales et des temporalités de l'espace urbain.

Face à des échelles d'actions très éloignées, les collectifs du Crêt de Roc cherchent à privilégier celle de la proximité, de la discussion de voisinage en mettant en œuvre une démarche contributive. La création d'outils de proximité favorise des installations éphémères permettant d'intensifier la qualité des usages et l'attractivité à court terme et pendant le temps plus long de la rénovation, sans attendre sa finalité.

Les échelles temporelles et spatiales de la ville sont en apparence contradictoires : certaines actions sont nourries par les impératifs de la vie quotidienne et les plus lourdes, les plus structurantes et durables, par les visions à long terme des aménageurs. Les pratiques quotidiennes exigent de plus en plus de qualifier et d'amplifier les usages à court terme, voir éphémères de la ville, et la vision à long terme des aménageurs ne peut pas produire seule les réponses pour tous les espaces et leurs vécus.

Les différents acteurs du Crêt de Roc proposent donc des projets d'expérimentation et d'innovation sociale complémentaires au projet institutionnel mais qui vont aussi à l'encontre de ses outils et dispositifs en intégrant différemment les habitants dans le processus, à une échelle et une temporalité qui semblent plus adaptées à leurs usages de court terme, cela par une réappropriation matérielle et sociale de l'espace et de fait, du projet urbain.

Résumés :

²² Entretien avec H.M, *op. cit.* p. 1.

²³ Rivière Dominique, Holm Einar, Salaris Alessia, Strömngren Magnus, "Vers une gouvernance multiscale de la décroissance ?", in Baron Myriam, Cunningham-Sabot Emmanuèle, Grasland Claude, Rivière Dominique, Van Hamme Gilles (dir.), *Villes et régions européennes en décroissance*, Paris, Lavoisier, coll. « Hermès Science », 2010,

Caractérisées par une absence d'investisseurs et un marché immobilier détendu, des villes en décroissance font appel à l'expérimentation et l'innovation par le biais de leurs projets urbains et architecturaux pour espérer sortir de la spirale du déclin. En réaction à un projet urbain classique et peu innovant proposé par l'appareil normatif de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine sur le quartier Crêt de Roc à Saint-Etienne, des acteurs locaux tentent de saisir la décroissance comme une opportunité en s'adaptant à ses conséquences socio-économiques et matérielles.

Des habitants stéphanois, les Castors, ont expérimenté le montage d'un projet d'habitat groupé passif en auto-promotion, une initiative exceptionnelle dans ce quartier dégradé et objet de représentations négatives de la ville. En parallèle, des acteurs associatifs accompagnent le dispositif ANRU pour développer un autre modèle de ville, par et pour les habitants, en créant de nouveaux outils et dispositifs de proximité leur permettant une appropriation des espaces publics laissés en friche. Cette transformation matérielle de la ville par ses habitants démontre une volonté de s'accommoder au projet urbain tout en contestant ses pratiques institutionnelles habituelles et met en évidence deux échelles temporelles et spatiales qui s'opposent : la vision à long terme du projet urbain de quartier face aux pratiques et aux usages quotidiens des habitants.

Without investors and a tense real estate market, shrinking cities are resorting to experimentation and innovation in their urban and architectural projects hoping to escape the spiral of decline. In response to the classic urban and uncreative project and little innovative proposed by the normative apparatus of the ANRU on the Crêt de Roc district in Saint-Etienne, local actors have however seized the decline as an opportunity, by adapting to its socio-economic and material consequences.

These inhabitants of Saint-Etienne, called the Castors, experimented with the construction of a passive group housing project in self-promotion, an exceptional initiative in this degraded neighborhood relegated to negative representations of the city. In parallel, associative actors accompany the ANRU system to develop another city model, by and for the inhabitants, by creating new tools and local devices allowing them to appropriate public spaces left fallow. This material transformation of the city by the inhabitants shows a desire to adapt to the urban project while challenging its usual institutional practices and highlights two opposing temporal and spatial scales: the long-term vision of the urban neighborhood project facing the daily practices and uses of the inhabitants.

Mots-clefs :

Projet urbain, réappropriation sociale, réseau associatif, Saint-Etienne, villes en décroissance
Urban project, social reappropriation, associative network, Saint-Etienne, Shrinking cities

Bio-bibliographie :

Diplôme d'architecture de l'ENSA Saint-Etienne

Doctorante contractuelle (Ministère de la Culture) depuis janvier 2017 en géographie-aménagement du territoire à l'université Jean Monnet (EVS-ISTHME UMR 5600), en lien avec l'ENSA Saint-Etienne (GRF Transformations).

La thèse s'intitule « Fabriquer la ville décroissante », sous la direction de Georges GAY, Christelle MOREL JOURNAL (co-encadrante) et en co-direction avec Catherine MAUMI (MHAevt ENSA Grenoble).

